

COMMUNICATION DES PERSONNELS DU MEN/MESR
À LA COORDINATION NATIONALE DES ENSEIGNANTS CHERCHEURS

Paris, le 20 février 2009

Des dizaines de milliers de personnes, étudiants et personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche, se sont engagés dans un mouvement sans précédent contre la politique de Valérie Pécresse et de Xavier Darcos dont le rejet est massif, partagé.

Le gouvernement veut imposer des réformes qui affaiblissent le service public d'éducation en inscrivant au fronton des établissements d'enseignement et de recherche, dans un mouvement de contre réforme, la mise en concurrence des individus, des enseignants, des chercheurs, des administratifs et des établissements entre eux, à contre courant du développement de la transmission des savoirs et de l'égal accès aux connaissances sur l'ensemble du territoire.

Les universitaires et personnels des universités sont en grève. Ils veulent une réforme qui améliore l'éducation de nos enfants, de la maternelle à l'université et être consultés et entendus sur les projets de réforme qui les concernent.

Les personnels de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur soutiennent ce mouvement sans précédent dans les universités et sont partie prenante de la mobilisation actuelle. Ils expriment aujourd'hui leur solidarité avec l'ensemble des enseignants, des chercheurs et des personnels des universités et de la recherche. Mais nous voulons exprimer aussi combien nos luttes sont convergentes.

En effet, en lutte depuis plusieurs mois contre le projet de Valérie Pécresse de restructuration du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, dicté par les impératifs idéologiques de la révision générale des politiques publiques (RGPP) comme par une mise en application précipitée et brutale de la loi Liberté et responsabilité des universités (LRU), les personnels du MESR n'ont pas renoncé à faire entendre leur voix aux côtés de celle du monde universitaire et de la recherche.

Les textes de restructuration du MESR, aujourd'hui publiés, entraînent un véritable démantèlement de ses structures. Le cœur du pilotage et de la stratégie sur la politique nationale des diplômes et des moyens est transféré à un pôle de contractualisation : ce pôle a le statut d'un service à compétence nationale doté d'un conseil d'orientation ouvert pour près d'un tiers de ses membres au patronat ainsi qu'aux représentants de la CPU. Ainsi, pour décider de la répartition des budgets entre les universités, les lobbies sont installés au cœur même du ministère. Et des pans entiers des missions de l'administration centrale disparaissent purement et simplement, comme le service de la recherche universitaire, la sous-direction des bibliothèques, ainsi que le cadrage national des diplômes.

Cette restructuration touche, aussi, la presque totalité des directions communes au MESR et au M.E.N. avec l'éclatement immédiat de bien d'autres directions, comme par exemple la DEPP (évaluation-prospective-performance). Sa restructuration affaiblit un service statistique cohérent. Elle atteint le principe d'indépendance professionnel des statisticiens en voulant faire du service statistique un outil de communication du gouvernement au moment où des indicateurs de toutes sortes serviront de pseudo-justification pour la répartition des budgets entre les universités. Le fait qu'un département chargé des études statistiques et de la prospective, donc de la mesure et de l'analyse de la politique d'un ministère, se retrouve sous la responsabilité hiérarchique de deux directions générales qui donnent les orientations politiques remet en cause gravement l'indépendance de la statistique et de l'évaluation au sein de ce ministère.

Cette restructuration du ministère conduirait à la suppression de plus de 50 postes, sans sauvegarde des missions de service public et au détriment de la sécurité d'emploi des personnels. La plateforme revendicative minimum de l'intersyndicale du MEN/MESR est

donc claire : maintien des postes et des personnels à la centrale.

Il est important de signaler les raisons de la hâte avec laquelle la nouvelle structure se met en place : une fois installée, elle servira d'argument pour dire que la LRU est désormais inscrite dans les institutions et qu'il est trop tard pour revenir en arrière. C'est pourquoi il nous semble que plus que jamais nos revendications sont communes.

Nous exigeons le retrait du projet de restructuration et en particulier l'abandon de la création d'un pôle de contractualisation qui absorbe la politique des diplômés et des moyens du ministère, la garantie de maintien à l'administration centrale du ministère de tous les emplois des personnels qui y exercent aujourd'hui leurs fonctions, y compris ceux des non titulaires ainsi que le maintien de la DEPP avec ses missions statistiques, d'évaluation et d'études, ses structures et ses effectifs.

- Non au projet de restructuration/liquidation de l'administration centrale du MESR ;
- Non à la création d'un pôle de contractualisation, étape du démembrement de la politique nationale des diplômés et des moyens
- Non au démantèlement des services supports de l'administration centrale en particulier de la DEPP et de la DGRH menacées par la restructuration du ministère de l'enseignement supérieur ;
- Oui au maintien des missions et de tous les postes à la centrale.

Ces revendications sont communes à nos combats et témoignent de leur convergence.